2
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 15 juillet 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 février 1951, relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des officiers des cadres actifs du service de santé et au statut de l'école du service de santé", a donné le 4 août 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 15e Juli 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 Februari 1951, betreffende de werving, de vorming en de bevordering van de officieren van de actieve kaders van de gezondheidsdienst en betreffende het statuut der school van de gezondheidsdienst", heeft de 4e Augustus 1953 het volgend advies gegeven :

L'article 4 du projet tend à remplacer l'article 33 de l'arrêté royal du 20 février 1951, par un article nouveau où ne figurent plus les deux premiers alinéas de l'article 33.

Il résulte des explications données par le délégué du Gouvernement, que l'alinéa 1er ne présente plus d'utilité depuis la promulgation de la loi du 14 juillet 1951 modifiant la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve.

Aux termes de l'article 3 bis de cette dernière loi, le Roi peut, si l'intérêt de l'armée l'exige, nommer au grade de sous-lieutenant de réserve les miliciens candidats officiers de réserve avant l'expiration de leur terme de service actif.

Actuellement cette disposition dispense le Gouvernement d'avoir recours à l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif au cadre des officiers commissionnés, maintenu en vigueur jusqu'au 5 juin 1955 par la loi du 1er juin 1949 en faveur des miliciens porteurs d'un des diplômes de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de pharmacien ou de licencié en science dentaire.

Il conviendrait néanmoins de maintenir l'alinéa 1er de l'article 33 en vigueur pour parer à l'éventualité où il ne serait plus procédé à des nominations de miliciens au grade de sous-lieutenant de réserve pendant leur terme de milice.

Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 33 les miliciens non revêtus du grade d'officier auxiliaire qui ont satisfait à l'épreuve d'aptitude et

à l'examen linguistique, doivent souscrire un renga-gement d'un an prenant cours à l'issue de leur terme de service actif.

Cet alinéa a pour but de maintenir la qualité de militaire au milicien pendant la période prenant cours à l'expiration de son terme de milice jusqu'à la date de sa nomination comme officier des cadres actifs.

Le Conseil d'Etat estime que cet alinéa ne peut être supprimé, mais qu'au contraire il convient de le compléter en prévoyant le cas du milicien revêtu du grade d'officier de réserve.

\+

\+ \+

Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 36 de l'arrêté royal du 20 février 1951 les candidats qui ont échoué à l'épreuve d'aptitude peuvent se représenter à une deuxième session.

Cette disposition ne pourra trouver application que lorsqu'après la première session, il reste des places à conférer.

Eu égard au fait que le projet prévoit l'hypothèse où le nombre de candidats dépasse le nombre de places, il serait souhaitable de prévoir

.../...

qu'une deuxième session ne sera organisée que pour autant que le nombre de candidats admis à la suite de la première session n'atteigne pas le nombre de places à conférer.

\+

\+ \+

Suivant l'alinéa 2 de l'article 37 de l'arrêté royal du 20 février 1951 les candidats ayant réussi l'examen linguistique au cours de la deuxième session, peuvent être admis à l'école d'application avec la promotion suivante.

D'autre part, aux termes de la disposition faisant l'objet de l'article 2 du projet, l'épreuve d'aptitude est obligatoire pour tous les candidats y compris ceux qui ont antérieurement réussi l'épreuve, si leur nombre dépasse celui des places.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'alinéa 2 de l'article 37 devrait être mis en concordance avec la disposition faisant l'objet de l'article 2 du projet.

Il propose à cet effet un texte qui est conforme aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles lui ont été exprimées par son délégué.

.../...

TEXTE PROPOSE

Intitulé :

... (comme au projet du Gouvernement) ...

Préambule :

... (comme au projet sous réserve de supprimer l'alinéa 2. La référence à l'arrêté royal du 3 septembre 1952 apparaît inutile puisque cet arrêté ne sert pas de fondement au projet) ...

Dispositif :

Article 1er.-

... (comme au projet, sous réserve de remplacer "Notre Ministre de la Défense nationale" par "Le Ministre de la Défense nationale") ...

Article 2.-

Dans le même arrêté, il est inséré un article 30 bis rédigé comme suit :

"Article 30 bis.- Les candidats doivent satisfaire à la visite médicale prévue à l'article 13.".

Article 3.-

L'article 31 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 31.- Les candidats non militaires doivent contracter un engagement de trois ans.

Les candidats militaires autres que les officiers qui se trouvent en congé sans solde ou en congé illimité doivent contracter un rengagement d'un an.

Les candidats doivent s'engager à suivre le cycle de formation prévu à l'article 1er, 2°, et à participer aux épreuves et examens prévus aux articles 36 et 37.".

Article 4.-

Dans le même arrêté, il est inséré un article 32 bis et un article 32 ter rédigés comme suit :

"Article 32 bis.- Si le nombre de candidats appartenant à un régime linguistique dépasse le nombre de places fixé pour ce régime, l'épreuve prévue par l'article 36 tient lieu de concours destiné à éliminer les candidats en surnombre.

Dans ce cas, cette épreuve est obligatoire pour tous les candidats y compris ceux qui antérieurement l'ont déjà subie avec succès sans avoir été nommés.

Article 32 ter.- L'engagement ou le rengagement des candidats qui ont échoué à l'épreuve et à l'examen prévus par les articles 36 et 37, ou qui ne se sont pas classés en ordre utile à l'épreuve prévue à l'article 36, est résilié par le Ministre de la Défense nationale , si ces candidats en font la demande. ".

.../...

Article 5.-

L'article 33 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 33.- S'ils ont satisfait à ces épreuves, les miliciens revêtus du grade d'officier auxiliaire sont tenus de solliciter la démission du grade qu'ils occupent dans les cadres auxiliaires à la date de leur nomination d'officier des cadres actifs.

Dans les mêmes conditions, les miliciens non revêtus du grade d'officier auxiliaire doivent, selon qu'ils sont revêtus ou non du grade de sous-lieutenant de réserve, demander à servir en qualité de sous-lieutenant de réserve pendant un an ou contracter un rengagement d'un an, prenant cours à l'issue de leur terme de service actif.

Les officiers de réserve qui ont satisfait aux épreuves dont il est question à l'article 31, alinéa 3, doivent solliciter la démission du grade qu'ils occupent dans les cadres des réserves à la date de leur nomination d'officier des cadres actifs.".

Article 6.-

L'article 36 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Toutefois une deuxième session ne sera organisée que pour autant que le nombre de candidats admis n'atteigne pas celui qui est fixé par application de l'article 2.".

.../...

Article 7.-

L'article 37 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37.- Les candidats sont soumis à l'examen prévu par l'article 4, a ou b, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, s'ils n'y ont déjà satisfait.

Les candidats qui ont échoué à cet examen peuvent se représenter à une deuxième session organisée au moins trois mois et au plus tard un an après la première.

En cas de réussite à cette dernière session, ils peuvent être nommés aux grades de sous-lieutenant médecin ou de sous-lieutenant pharmacien des cadres actifs sans rappel d'ancienneté. Ils sont classés, conformément aux articles 38 et 39, à la suite des autres candidats de leur promotion.

Lorsqu'un candidat classé en ordre utile au concours prévu à l'article 32 bis n'a réussi à aucune des deux sessions l'examen linguistique, la place vacante est attribuée, sans rappel d'ancienneté, au premier candidat qui a satisfait à l'épreuve d'aptitude et à l'examen linguistique mais n'a pas été classé en ordre utile.".

Article 8.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er août 1953.

.../...

Article 9.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Artikel 4 van het ontwerp strekt er toe, artikel 33 van het koninklijk besluit van 20 Februari 1951 te vervangen door een nieuw artikel waarin de eerste twee leden van artikel 33 niet meer voorkomen.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering, heeft het eerste lid geen nut meer sinds de afkondiging van de wet van 14 Juli 1951 wijzigende de wet van 18 April 1905 op de staat en de stand van de reserveofficieren.

Luidens artikel 3bis van laatstgenoemde wet kan de Koning, indien het belang van het leger zulks vereist, de dienstplichtigen die candidaat-reserveofficier zijn vóór het einde van hun werkelijke diensttijd in de rang van reservevonderluitenant benoemen.

Dit betekent dat de Regering geen beroep hoeft te doen op de besluitwet van 10 December 1942 betreffende het kader der aangestelde officieren, die krachtens de wet van 1 Juni 1949 van kracht blijft tot 5 Juni 1955 ten gunste van de dienstplichtigen met een der diploma's van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van apotheker of van licentiaat in de tandheelkunde.

Het ware niettemin dienstig het eerste lid van artikel 33 te behouden, voor het geval dat geen dienstplichtigen meer gedurende hun diensttijd in de rang van reservevonderluitenant zouden worden benoemd.

Luidens het tweede lid van artikel 33 moeten de dienstplichtigen die niet de graad van hulpofficier bekleden en die geslaagd zijn voor de bekwaamheidsproef

.../...

en voor het toelexenen, een wederdienstneming van één jaar ondertekenen die ingaat op het einde van hun termijn actieve dienst.

Doel van dit lid is, dat de dienstplichtige de hoedanigheid van militair zou behouden gedurende de periode, gaande van het einde van zijn diensttijd tot de datum van zijn benoeming tot officier van het actief kader.

De Raad van State adviseert, dit lid niet te schrappen maar het daarentegen zo aan te vullen, dat het geval van de dienstplichtige met de graad van reserveofficier wordt voorzien.

\+

\+ \+

Krachtens het tweede lid van artikel 36 van het koninklijk besluit van 20 Februari 1951 mogen de candidaten die niet geslaagd zijn voor de bekwaamheidsproef zich op een tweede zittijd opnieuw aanmelden.

Deze bepaling zal slechts toepassing kunnen vinden wanneer na de eerste zittijd plaatsen te begeven blijven.

Aangezien het ontwerp de hypothese onder ogen neemt dat er meer candidaten dan plaatsen zijn, zou men er goed aan doen te bepalen dat een tweede zittijd slechts zal ingericht worden in zoverre het

.../...

aantal der bij de eerste zittijd toegelaten candidaten het getal der te begeven plaatsen niet bereikt.

\+

\+ \+

Volgens het tweede lid van artikel 37 van het koninklijk besluit van 20 Februari 1951 mogen de candidaten die bij de tweede zittijd voor het taalexamen geslaagd zijn, met de volgende promotie tot de applicatieschool worden toegelaten.

Luidens het bepaalde in artikel 2 van het ontwerp anderdeels is de bekwaamheidsproef voor al de candidaten, met inbegrip van de reeds vroeger geslaagden, verplicht wanneer er meer candidaten dan plaatsen zijn.

De Raad van State is van advies, dat het tweede lid van artikel 37 in overeenstemming zou moeten gebracht worden met de bepaling van artikel 2 van het ontwerp.

Hij stelt daarom een tekst voor die beantwoordt aan de bedoelingen van de Regering zoals deze hem door haar gemachtigde werden uiteengezet.

.../...

VOORGESTELDE TEKST.

Titel :

... (zoals in het ontwerp der Regering) ...

Inleiding :

... (zoals in het ontwerp, mits het tweede lid te schrappen. De verwijzing naar het koninklijk besluit van 3 September 1952 is blijkbaar overbodig aangezien dit besluit niet tot rechtsgrond dient voor het ontwerp) ...

Beschikkend gedeelte :

Artikel 1.-

... (zoals in het ontwerp, mits te schrijven "De Minister van Landsverdediging" in plaats van "Onze Minister van Landsverdediging") ...

Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 30 bis ingevoegd, als volgt gesteld :

"Artikel 30 bis.- De candidaten moeten zich aan het bij artikel 13 voorgeschreven geneeskundig onderzoek onderwerpen.".

.../...

Artikel 3.-

Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 31.- De candidaten niet-militairen moeten een dienstverbintenis voor drie jaar aangaan.

De candidaten militairen die geen officier zijn en met verlof zonder soldij of met onbepaald verlof zijn, moeten een nieuwe dienstverbintenis voor een jaar aangaan.

De candidaten moeten zich er toe verbinden de opleidingscyclus bedoeld in artikel 1, 2°, te volgen en aan de in de artikelen 36 en 37 bedoelde proeven en examens deel te nemen.".

Artikel 4.-

In hetzelfde besluit worden een artikel 32 bis en een artikel 32 ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 32 bis.- Wanneer het getal der candidaten van een taalstelsel het voor dit stelsel bepaald aantal plaatsen overschrijdt, geldt de bij artikel 36 voorgeschreven proef als vergelijkend examen, dienend om de overtallige candidaten te weren.

In dat geval is deze proef verplicht voor alle candidaten, met inbegrip van diegene, die er te voren reeds voor geslaagd doch niet benoemd geweest zijn.

.../...

Artikel 32 ter.- De dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis der candidaten die voor de proef of het examen in de artikelen 36 en 37 bedoeld niet geslaagd zijn, of die op de in artikel 36 bedoelde proef niet gunstig zijn gerangschikt, wordt door de Minister van Landsverdediging verbroken, indien de candidaten daarom verzoeken.".

Artikel 5.-

Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 33.- De dienstplichtigen met de graad van hulpofficier moeten, indien zij bij deze proeven voldaan hebben, hun ontslag aanvragen uit de graad, die zij bij het hulpkader bekleden op de datum van hun benoeming tot officier van het actief kader.

In dezelfde omstandigheden moeten de dienstplichtigen, die niet de graad van hulpofficier bekleden, naargelang zij al dan niet de graad van reserveonderluitenant bezitten, of een aanvraag doen om gedurende een jaar als reserveonderluitenant te dienen, of een nieuwe dienstverbintenis van een jaar onderteekenen, dat ingaat op het einde van hun werkelijke dienstttermijn.

De reserveofficieren die bij de proeven in artikel 31, derde lid, vermeld, voldaan hebben, moeten hun ontslag aanvragen uit de graad die zij bij het reservekader bekleden op de datum van hun benoeming tot officier van het actief kader.".

.../...

Artikel 6.-

Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling gevuld :

"Echter wordt een tweede zittijd alleen ingericht voorzover het aantal toegelaten candidaten het bij toepassing van artikel 2 bepaalde getal niet bereikt.".

Artikel 7.-

Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 37.- De candidaten dienen het examen af te leggen dat bij artikel 4, a of b, van de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger is bepaald, indien zij er nog niet aan voldaan hebben.

De candidaten die voor dat examen niet zijn geslaagd, mogen zich opnieuw aanmelden op een tweede zittijd die ten minste drie maanden en ten laatste een jaar na de eerste wordt ingericht.

Wanneer zij bij deze laatste zittijd slagen, kunnen zij tot de graad van onderluitenant-geneesheer of van onderluitenant-apotheker van het actief kader benoemd worden zonder aanvulling van anciënniteit. Zij worden overeenkomstig de artikelen 38 en 39 na de andere candidaten van hun promotie gerangschikt.

.../...

Wanneer een candidaat, die op het in artikel 32 bis bedoelde vergelijkend examen gunstig is gerangschikt, op geen van de twee zittijden voor het taalexamen is geslaagd, wordt de openstaande betrekking zonder aanvulling van ancienniteit toegekend aan de eerste candidaat die geslaagd is voor de bekwaamheidsproef en het taalexamen maar die niet gunstig is gerangschikt. ".

Artikel 8.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Augustus 1953.

Artikel 9.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	A.MAST, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.MAST.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.MAST.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F.LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1953.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

De 1953.

Voor de Griffier van de Raad van State,
De Adjunct-Griffier,